QUESTIONNAIRE ATTEINTES A LA PROBITE

*La Commission d’Enquête sur le Burundi assure le plus haut niveau de confidentialité de ses sources.*

* **Généralités**

󠅹 Vous êtes-vous déjà retrouvé dans une situation où vous avez dû payer une somme « sous la table » pour faire avancer vos demandes auprès d’une autorité locale (documents, demandes administratives, enregistrement mariage, naissance, etc.). Si oui, à quel niveau (rang, poste de la personne)? Selon eux, les raisons ? La somme donnée dépendait-elle de votre appartenance politique ?

󠅹 Avez-vous été témoin/impliqué dans des actes de corruption, notamment au sein du gouvernement, des autorités locales, de la police, etc. ? avec quelles conséquences ? Veuillez fournir des exemples concrets.

󠅹 Avez-vous connaissance ou connaissez-vous des personnes qui ont été détenues et relâchés contre de l’argent ? Pour quels motifs ont-elles été détenues/relâchées et pour quelles sommes ?

󠅹 Avez-vous connaissance ou connaissez-vous des personnes qui ont été détenues dans le but d’obtenir de l’argent pour être relâché ? Donner des détails.

* **Marchés publics**

󠅹 Avez-vous connaissance de marchandises ou services achetées par des autorités publiques au-dessus de leur prix habituel ? Veuillez préciser si vous avez été acteur/témoin direct des faits ou si vous en avez eu une connaissance indirecte.

󠅹 Pourriez-vous développer ces exemples, avec le prix du marché, le volume des marchandises ou services achetés et le prix acheté par les autorités publiques ?

󠅹 A votre avis quel est l’intérêt pour l’autorité publique d’acheter plus cher des marchandises ou services qu’elles auraient pu acheter moins cher ?

󠅹 D’après les informations à votre disposition, le vendeur a-t-il perçu en totalité le prix payé par l’autorité publique ou bien a-t-il perçu le simple prix du marché ?

󠅹 D’après les informations à votre disposition, où est passée la différence de prix ?

* **Corruption**

󠅹 Avez-vous eu connaissance d’argent ou de services demandés par une autorité publique pour effectuer un acte de sa fonction ? Veuillez préciser si vous avez été acteur/témoin direct des faits ou si vous en avez eu une connaissance indirecte.

󠅹 Pourriez-vous développer ces exemples ?

󠅹 Ces autorités publiques vous présentaient -elles ces exigences d’argent clairement comme des pots-de-vins ou les justifiaient-elles par d’autres motifs ?

󠅹 D’après les informations à votre disposition, ces autorités publiques gardaient les pots-de vins pour eux ou les partageaient elles ?

󠅹 D’après les informations à votre disposition, ces autorités publiques augmentaient leur salaire de combien par la corruption ? (Salaire augmenté de moitié, doublé ?)

󠅹 D’après les informations à votre disposition, quelle est la part de ses revenus qu’une famille doit donner à des autorités publiques pour la corruption, en moyenne ?

* **Trafic d’influence**

󠅹 Avez-vous eu connaissance d’argent ou de services demandés par des intermédiaires pour obtenir une décision d’une autorité publique ? Veuillez préciser si vous avez été acteur/témoin direct des faits ou si vous en avez eu une connaissance indirecte.

󠅹 Pourriez-vous développer ces exemples ?

* **Enrichissement illicite**

󠅹 Avez-vous eu connaissance d’enrichissement inhabituel ou inexpliqué d’autorités publiques ? Veuillez préciser si vous avez été acteur/témoin direct des faits ou si vous en avez eu une connaissance indirecte.

󠅹 Pourriez-vous développer ces exemples précis en citant les fonctions, éventuellement leur salaire officiel ?

󠅹 Pourriez-vous citer des éléments de richesses accumulés par ces autorités publiques ?

󠅹 D’après les informations à votre disposition, comment expliquer ces enrichissements illicites ?

* **Contact éventuel**

󠅹 Acceptez-vous d’être contacté par la Commission d’enquête pour des clarifications éventuelles ou des questions subsidiaires ? Si oui, par quel moyen peut-on vous joindre ?

**Le questionnaire peut être renvoyé à** [**coiburundi@ohchr.org**](mailto:coiburundi@ohchr.org) **en français, anglais ou kirundi ou sur WhatsApp au +41 76 691 1336 ou au +33 6 0557 4815.**